

# Lettre Européenne

Numéro Spécial

## PAR DELA LE TRAITE CONSTITUTIONNEL : UNE DOUBLE STRATEGIE POUR RELANCER LA BATAILLE FEDERALISTE

### **1. Ou bien l'unification politique de l'Europe redémarre à partir d'un « noyau » de pays, mené par la France, l'Allemagne et d'autres membres fondateurs, ou bien l'Union risque à la fin de se désagréger**

Après l'échec de la Communauté Européenne de Défense en 1954, les Etats membres de la Communauté Européenne ont été confrontés deux fois aux conséquences politiques de l'intégration économique et de l'élargissement à de nouveaux états membres : à la fin des années 60 une fois complétée la période transitoire du marché commun européen et au début des années 90 avec la ratification du traité de Maastricht et la mise en place de la monnaie unique. Dans les années 60 et 70 l'élargissement de la Communauté Européenne à la Grande Bretagne, à l'Irlande et au Danemark (favorables à un marché commun mais opposés à toute perspective de fédération européenne) fut compensé par l'impulsion politique donnée par l'élection au suffrage universel direct du Parlement Européen (c'est à dire l'affirmation de la démocratie européenne) et par la perspective de la monnaie européenne (c'est à dire l'idée de doter l'Europe du pouvoir du « porte-monnaie »). L'idée de l'unification politique de l'Europe demeurait ainsi bien vivante. Durant les années 90 l'absence de tout projet politique accompagnant la création de la monnaie européenne au moment où le nombre des Etats membres doublait a progressivement fait disparaître toute possibilité de transformer l'Union Européenne en véritable fédération, le but ultime souligné par la déclaration de Robert Schuman. Depuis lors les Européens vivent dans une sorte de limbes institutionnels. L'Union a progressivement conquis de nouvelles compétences et s'est étendue à de nouveaux membres, mais il n'y a pas eu d'émergence d'un pouvoir européen. Ceux qui ont le dernier mot dans toutes les questions cruciales – tant dans le domaine du développement économique que dans celui de la politique étrangère et de défense – demeurent les gouvernements nationaux. En conséquence une Europe faible et divisée connaît une marginalisation croissante sur la scène mondiale. Les tentatives de réforme des institutions européennes à travers trois conférences intergouvernementales au cours des dix dernières années ont été vaines, aucun changement structurel n'ayant abouti. Entre-temps l'Union s'est élargie à 27 membres (qui pourraient être trente dans un futur pas si lointain) toujours plus hétérogènes et adoptant les attitudes les plus diverses vis à vis de l'Union, sa structure, son rôle dans le monde, ses politiques et, par dessus tout, sans opinion commune sur la finalité de l'intégration européenne. Ce n'est pas un hasard si les travaux de la récente convention européenne se sont apparentés à ceux du Parlement de Francfort en 1848, archétype dans l'Histoire de fausse démocratie et de désunion de l'Allemagne. L'issue de la Convention – le projet de traité constitutionnel européen – s'il est un jour ratifié apportera des améliorations à certains mécanismes de l'Union mais il ne changera en aucune façon la nature politique de l'Union pas plus que la direction à prendre en vue de son développement. La perspective de transformation de l'Union, même de façon graduelle, en une Fédération européenne est largement perçue aujourd'hui comme une illusion.

Depuis les années 90 une solution a été proposée à trois reprises dans le débat politique européen, les difficultés croissantes auxquelles les Européens sont confrontés étant à chaque fois soulignées. Ce fut d'abord la proposition du Président français François Mitterrand de création **d'une fédération dans la confédération** énoncée au début des années 90 à l'occasion du proche élargissement. Cette proposition ne fut pas sérieusement prise en considération par l'Allemagne dont la préoccupation majeure à cette époque était la réussite de la réunification, ni par l'Italie dont la classe politique semblait dans maints scandales politiques. Ce fut ensuite la suggestion contenue dans le document Schauble-Lamers de la CDU-CSU de 1994 tendant à la création d'un **Kerneuropa** politique couplé au lancement de l'Euro. Mais cette proposition n'a été exploitée par l'Allemagne que pour faire pression sur un nombre suffisant d'Etats membres pour qu'ils adoptent l'Euro. Sa dimension politique fut vite oubliée. La plus récente survint quelques années plus tard, en 2000, une fois l'Union déjà élargie et sur le point d'accueillir de nouveaux membres. Le Ministre allemand des affaires étrangères Fischer invitait à réfléchir à la nécessité d'une **avant-garde de pays** afin de bâtir une fédération européenne dans le cadre ou en dehors des traités existant. La France gouvernée par le président Chirac et le premier ministre Jospin déclina l'invitation et perdit par là-même l'occasion d'affirmer son leadership en matière européenne. Il est plus que temps de remettre ces questions à l'ordre du jour.

On ne peut critiquer les élargissements, réalisés et à venir, de l'Union. L'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale a répondu au besoin de liberté, de démocratie, de mieux être des nouveaux entrants. Il a constitué un important facteur de stabilité de l'Europe. La perspective d'élargissement aux pays des Balkans et

plus tard à la Turquie relève des mêmes considérations. Toutefois, pour ceux qui croient qu'une fédération européenne, un Etat fédéral européen, constitue la seule perspective pouvant assurer un avenir de paix et de prospérité, la seule question qui compte est celle du cadre dans lequel ce projet est concevable et réaliste. Il est de plus en plus évident que ce cadre ne pourra être aussi large que les 27 et peut-être 30 ou plus Etats membres de l'Union. Le cadre dans lequel pourra être initié le processus vers un Etat fédéral européen est plus réduit. Il n'est pas impossible qu'il comprenne les membres de l'euro-zone. Il est en fait plus probable qu'il se traduise par un groupe plus réduit avec la France, l'Allemagne, d'autres membres fondateurs, ce qui rendrait possible l'adjonction d'autres Etats comme l'Espagne, la Slovénie, l'Autriche, pays dans lesquels l'attitude de base de la classe politique et des citoyens rend un tel projet au moins concevable même s'il est immensément difficile.

## **2- Aujourd'hui les fédéralistes ne joueront un rôle qu'à la condition qu'ils affirment que l'Etat fédéral européen est le but à atteindre**

Aujourd'hui l'UEF et ses principaux composants sont engagés sur un seul objectif : soutenir un « traité constitutionnel » à travers la demande d'un referendum pan-européen. C'est totalement superfétatoire dans la mesure où le traité constitutionnel est déjà défendu par nombre de gouvernements nationaux, forces politiques, et de manière générale par les pro-européens. De plus chacun aujourd'hui, à l'intérieur et à l'extérieur des mouvements pro-européens et fédéralistes, croit et admet que le traité constitutionnel ne fera qu'améliorer les mécanismes d'une large Union *confédérale* sans changer le rapport de forces en Europe et entre le reste du monde et l'Europe, sans montrer la voie vers une future union fédérale. Pour ces raisons la campagne actuelle de l'UEF ne fait que brouiller le débat sur le devenir de l'Europe et sur le rôle des fédéralistes. Comme il est plus que probable que les gouvernements nationaux vont rechercher une solution à la crise actuelle du traité constitutionnel dans un traité édulcoré et rafistolé par une classique conférence intergouvernementale (ou en alternative ils perdront en fait toute maîtrise de la direction à donner à l'intégration européenne), il est urgent que l'UEF réfléchisse à ce qu'elle doit faire maintenant.

L'UEF doit reconnaître la nécessité de relancer, en même temps qu'une **stratégie indirecte** de poursuite progressive de l'intégration de tous les pays européens dans une union confédérale de dimension continentale, une **stratégie directe** pour promouvoir un Etat fédéral européen à partir d'un premier groupe de pays. Il s'agit de reprendre, avec des objectifs plus ambitieux, ce qui a été réalisé avec succès par l'UEF au moment de l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. A cette époque et à d'autres occasions plus tard les organisations fédéralistes ont suivi deux approches stratégiques : l'une directe, l'autre indirecte, adaptées aux contextes et aux possibilités réelles de mener la bataille européenne sur différents fronts nationaux. La stratégie directe a été utilisée en Italie, Allemagne, France et Belgique et basée sur l'élection du Parlement et plus tard sur la monnaie européenne. La stratégie indirecte a été suivie dans d'autres pays, comme la Grande Bretagne, avec des campagnes demandant la participation de ces pays, quand ça deviendrait possible à un stade successif, à l'élection du Parlement puis à la monnaie européenne, sans que ne soient entravés ceux qui voulaient avancer immédiatement. En même temps, des campagnes ont été menées dans ces pays pour promouvoir le fédéralisme et la nécessité d'une Europe fédérale.

L'UEF manifeste une résistance psychologique à abandonner une campagne qui n'a d'européenne que le nom. L'UEF est ainsi empêchée de mettre en œuvre une **double stratégie** qui serait plus efficace. La réalité ne peut plus désormais être ignorée : l'Union Européenne est condamnée à se diluer progressivement et à abandonner tout rêve d'Etats Unis d'Europe et même à se dissoudre si elle continue à essayer d'avancer à 27 Etats membres ou plus sans remettre à plat le projet de son unification politique. En conséquence l'UEF doit poser les lignes directrices de : (a) **une stratégie directe** pour défendre la création de l'Etat fédéral européen à partir d'un noyau de pays dans lesquels les groupements fédéralistes peuvent démontrer le sérieux de cette option politique, (b) **une stratégie indirecte** – inévitablement engagée par un plus grand nombre de groupes et sections fédéralistes – basée sur la promotion du renforcement de l'Union en tant que structure permettant une large intégration continentale à travers le marché unique, tout en promouvant le fédéralisme pour préparer le moment où gouvernements et citoyens de ces pays rejoindront progressivement le noyau politique. Evidemment rien et personne n'empêcheront ces groupes fédéralistes de s'engager également dans la stratégie directe. N'oublions pas que Denis De Rougemont a soutenu la campagne pour le Congrès du Peuple Européen à partir de Genève, ville située dans un pays n'appartenant pas aux premières communautés européennes.

Les mouvements fédéralistes risquent d'entrer dans une ère de marginalisation et de banalisation de leur rôle, à l'image du sort dévolu dans le passé à d'autres mouvements internationaux tels que le mouvement pacifiste à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et début du 20<sup>ème</sup> ou les mouvements fédéralistes entre les deux guerres. Pour échapper à une telle menace et pour survivre en tant que force politique significative l'UEF doit relever le défi visant à mettre en œuvre une stratégie en faveur d'une Europe confédérale entre un grand nombre de pays d'une part et à faire naître un Etat fédéral européen, à l'initiative de quelques pays, d'autre part.

**Publius**